

Crédits de un dollar

Il suffit de parcourir les bills présentés au cours des sessions précédentes pour constater que le menu législatif de cette session n'est que du réchauffé. Il y a en tout 25 journées réservées aux partis de l'opposition, mais ils n'ont pas eu le courage d'aborder ce sujet-là. Nous pourrions parler de l'Ouganda. Nous pourrions discuter du problème des disparités régionales. Nous pourrions aborder pratiquement n'importe quel sujet qui intéresse les députés. Mais l'opposition n'a pas profité de ces 25 journées pour donner le ton. Je serais le dernier à conseiller aux députés de l'opposition de lancer des débats sur de grandes questions de fond. Ils se sentent manifestement plus à l'aise dans les questions de procédure. De toute évidence, ils n'aiment pas beaucoup les débats sur les problèmes qui intéressent les Canadiens.

Autrement dit, monsieur l'Orateur, la Chambre des communes ne s'attache pas à débattre les grands problèmes du Canada. Nous, les députés, nous soustrayons à cet aspect de nos fonctions, la Chambre et le Parlement ne jouent pas leur rôle à cet égard. Je trouve que c'est là la plus grave critique que l'on puisse faire à l'endroit de la Chambre des communes, monsieur l'Orateur. Nous sommes des hommes politiques. Si nous avons été choisis par nos électeurs, c'est pour participer à des débats sur des questions d'ordre public. Pourtant, nous n'arrivons pas à trouver le temps de respecter cette partie de notre mandat pour la bonne raison que nous n'avons pas eu le courage de remettre en question des procédures périmées.

Je trouve très intéressante la proposition avancée par les députés de l'opposition de Sa Majesté à propos des crédits de un dollar. Malheureusement, le moment était mal choisi pour aborder la question, car tous les députés savaient très bien que l'Orateur devait rendre sa décision aujourd'hui. Cette motion met tous les députés dans une situation terriblement embarrassante, qu'ils l'approuvent ou qu'ils la rejettent. Bref, je ne trouve pas cela très intelligent.

Il est grand temps que la loyale opposition de Sa Majesté se décide à faire quelque chose pour faire revivre la Chambre des communes. Je ne veux pas critiquer personnellement le chef de l'opposition ou son leader à la Chambre. Mais j'ai découvert qu'une des raisons pour lesquelles la Chambre des communes est si affaiblie c'est tout bonnement, que les partis qui y siègent présentent eux-mêmes des signes de faiblesse. Ils ne présentent pas une cohésion suffisante; dans un même parti, il y a très peu ou pas du tout de cohésion dans les prises de position sur les différentes questions.

A mon avis, si l'on veut être honnête et regarder la réalité en face, les leaders à la Chambre des partis de l'autre côté sont probablement les députés qui reçoivent le plus de coups de couteau dans le dos, à part les chefs de leurs partis respectifs. J'ai beaucoup de sympathie pour eux car je sais qu'ils doivent travailler dur pour rallier les différentes tendances qui se manifestent au sein des groupes qu'ils dirigent. En même temps, comme ils semblent incapables de s'imposer leur propre discipline, il va falloir que le gouvernement agisse pour astreindre une certaine discipline, ce qui semble absolument nécessaire. Ce n'est pas de gaieté de cœur que j'en suis venu à cette conclusion. Cela ne correspond pas à ce que j'ai dit dans le passé, mais j'invite le gouvernement à présenter des mesures

qui imposeront une forme de discipline à cette institution, qui, sans cela, ira à la faillite parce que nous sommes incapable de nous contrôler.

M. David MacDonald (Egmont): Monsieur l'Orateur, nous avons eu droit à une présentation très insolite de la part des ministériels qui ont pris la parole cet après-midi. Une des choses remarquables dans cette représentation, c'est que cela ressemblait fort à une rentrée sur la scène d'artistes tombés dans l'oubli. Je ne comprends pas pourquoi le gouvernement a jugé bon de ressortir l'ancien leader de la Chambre et son ancien secrétaire parlementaire. La seule raison qu'on peut voir à cela, c'est que tous les ministres, y compris les secrétaires parlementaires, sont tellement embarrassés des piètres résultats obtenus par leur gouvernement qu'ils ne veulent plus prendre la parole pour défendre une des plus piteuses comédies à laquelle nous ayons assisté depuis de nombreuses années, et ce n'est pas peu dire quand on parle du gouvernement que nous avons en face de nous.

Lorsque le député de Kenora-Rainy River (M. Reid) a commencé par dire tout à l'heure que la Chambre se trouvait dans une position plutôt absurde, il a oublié de dire que la seule chose vraiment absurde, c'est le comportement du gouvernement actuel. Si cette précision était nécessaire, l'Orateur l'a fait de façon remarquable tout à l'heure lorsqu'il a rendu son jugement sur la pratique dont nous avons discuté cet après-midi.

Je dirais, si je puis me le permettre, que c'était presque enfantin—je regrette que le député d'Eglinton (M. Sharp) soit absent—de la part du député d'Eglinton de commencer ses remarques en disant qu'il ne comprenait vraiment pas qu'on soulève de nouveau cette question cet après-midi. Il croyait sûrement qu'une heure ou deux hier après-midi auraient suffi amplement pour liquider cette question et que nous n'avions qu'à attendre la décision de l'Orateur. Je suppose que le député de Kenora-Rainy n'a rien trouvé de mieux que de reprendre le refrain de son ancien mentor et qu'il a été forcé d'adopter le même raisonnement, le raisonnement le plus faible qu'il nous ait jamais été donné d'entendre.

J'ignore si le député de Kenora-Rainy River a entendu l'Orateur faire, il y a quelques instants, une distinction très nette entre ce que le Parlement devrait faire, et la procédure en vertu de laquelle il devrait le faire. Dans toutes les observations de l'ancien leader du gouvernement à la Chambre, du député d'Eglinton, et celles de l'ancien secrétaire parlementaire, rien ne permet de croire qu'ils font la distinction entre les procédures indiquées, et les responsabilités qui incombent à chacun. C'est l'essentiel de notre débat.

J'ai remarqué que le député de Kenora-Rainy River a négligé de lire la motion; il le fera, je suppose au cours du débat ou plus tard. La motion précise clairement que c'est l'utilisation que fait le gouvernement de ces crédits de un dollar qui constitue le nœud du débat aujourd'hui. J'aimerais vous relire la motion. Le député est encore à la Chambre: peut-être l'écouterait-il s'il ne l'a pas déjà lue:

Que, de l'avis de la Chambre, l'utilisation par le gouvernement de postes au montant nominal de un dollar réduit encore le contrôle des dépenses par la Chambre et, de plus, fait échec au droit qu'a la Chambre de discuter à fond la création de nouvelles politiques et de nouveaux programmes et organismes.